

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

15 AU 21 DÉCEMBRE 1994

N° 979

10,00 F

Yougoslavie HALTE AU JEU DE MASSACRE !

DEPUIS PLUSIEURS mois déjà, le retrait de la FORPRONU déployée en Bosnie est évoqué par le gouvernement français, à chaque nouvelle proposition américaine de levée de l'embargo sur les ventes d'armes destinées à l'Etat bosniaque.

Cependant, il est difficile de dire si nous sommes à la veille de voir se réaliser ces deux « menaces » qui provoqueraient à coup sûr une escalade militaire sanglante.

La responsabilité des Etats n'est plus à démontrer dans le drame yougoslave. L'enjeu reste le dépeçage de la Yougoslavie entre les différents intérêts géopolitiques présents : Etats-Unis, Allemagne, Russie, France... Cela nous renvoie, tout à la fois, à une situation historique ancienne, à la chute des systèmes dits « communistes », aux nationalismes locaux, aux affrontements religieux entre orthodoxes, catholiques et musulmans. (1)

Les rapports de force entre les différentes puissances concernées évoluent, et si aujourd'hui le ton monte dans les relations diplomatiques c'est que chacun

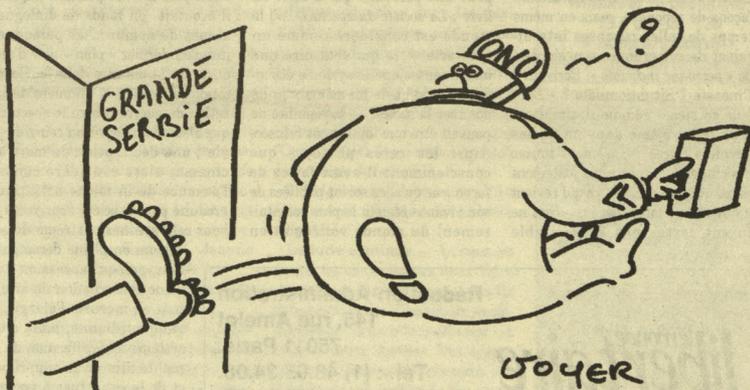
pense avoir une possibilité de prendre l'avantage par la force sur le terrain.

L'intervention humanitaire française — Mitterrand vient de nous annoncer, comme une vérité première, que les casques bleus n'ont jamais eu qu'une mission humanitaire qu'il devient de plus en plus difficile d'assurer face aux provocations des différentes armées en présence. La conclusion d'un tel raisonnement s'impose d'elle-même et est brandie comme un chantage : « Nous allons partir, si... ».

Quelle hypocrisie ! Officiellement, les casques bleus de l'ONU sont intervenus pour assurer la mise en place d'une paix discutée et fagotée dans d'interminables négociations. Plusieurs « plans de paix » ont été élaborés en ce sens.

(suite p. 5)

LES ÉTATS UNIS LÈVENT L'EMBARGO
SUR LES COUPS DE PIED AU CUL !



L'INSURRECTION DES MARAIS DE L'APRÈS-GUERRE DU GOLFE

Que faisait Saddam Hussein dans le sud de l'Irak ?

ON A SU SIMPLEMENT qu'au nord de l'Irak il y a eu une insurrection « kurde » et au sud une insurrection « chiite ». Les deux insurrections ont été diversement traitées, la compassion de commande allant tout naturellement aux Kurdes, sur lesquels une grande quantité d'images ont été diffusées, plutôt qu'aux chiites, sur lesquels on n'avait pratiquement rien. Les porte-parole, en exil ou non, des premiers ont été largement entendus, ce qui ne fut pas le cas des seconds. Il existe bien, à l'étranger, une « opposition chiite » officielle. Cette opposition a bénéficié du prédecoupage de l'insurrection populaire dans le sud de l'Irak. Ceux qui voulaient avoir des informations se sont naturellement tournés vers cette

opposition chiite officielle. L'information dont la presse occidentale disposait était, en dehors des sources chiites en exil, essentiellement d'origine iranienne. Il n'a par conséquent pas été difficile de fabriquer littéralement une insurrection « chiite ». A l'inverse des Kurdes, il n'y a pas de document filmé montrant cette opposition « chiite » en armes, sur le terrain. L'appropriation de l'insurrection du sud par cette opposition était donc intimement liée à l'absence d'information, toute information provenant par ailleurs de sources iraniennes (donc chiites) étant a priori suspecte par les médias occidentaux.

Le sud de l'Irak est constitué de basses terres marécageuses couvrant une immense surface à l'embouchure

du Tigre et de l'Euphrate. Elle est constituée de vastes étendues d'eau riches en poisson, de tourbières, et constitue un lieu idéal de refuge : des dizaines de milliers de soldats irakiens qui ont déserté pendant la boucherie de la guerre Iran-Irak, d'opposants au régime, s'y sont regroupés, constituant une épine dans le pied de Saddam Hussein dont il n'a jamais réussi à se débarrasser. Il faut préciser que cette région, grâce à sa configuration, a toujours été un lieu de refuge pour les populations qui fuyaient la répression, et a toujours constitué, bien avant Saddam Hussein, un maquis idéal. Cette zone est impossible d'accès pour une armée motorisée. Déserteurs, militants syndicalistes pourchassés, anciens du Parti

communiste irakien, jeunes ayant fui les différents embrigadements au travail de type lénino-stalinien des organisations baasistes, ils sont venus de tout le pays, et ont trouvé un appui auprès des populations de la périphérie des marais où se trouvent de riches terres productrices de riz. Saddam Hussein lance un plan de réaménagement de la région au début des années 1970 et fait détruire des villages pour briser l'appui donné par les habitants aux réfugiés des marais. La guerre contre l'Iran, au début, allège un peu le sort de cette population, l'Etat ayant d'autres chats à fouetter, mais très vite, avec les premières victoires, la répression reprend. Cette période est marquée par un

(suite p. 8)

ML 980... 12 pages
dont un cahier
(4 pages)
international
fait en collaboration
avec
« UMANITA NOVA »
(hebdo de la FA italienne)

T 2137 - 979 - 10.00 F



FOP 2520

L'AUTEUR DE LA « SOCIÉTÉ DU SPECTACLE » S'EST ÉTEINT

Dernier lever de rideau pour Guy Debord

NOUS NE SAVONS pas comment il est mort, et encore moins pourquoi. On sait seulement que Guy Debord, mercredi 30 novembre aux environs du soir, s'est retiré la vie ; cette vie que dans les dernières années lui-même — peut-être le dernier des situationnistes resté en partie fidèle à sa propre image d'ennemi irréductible de la société du spectacle — avait contribué à rendre mystérieuse, évanescence, absente. Paradoxalement, on pourrait dire que réellement sa mort lui aura rendu la vie, dans le sens où cela a rétabli la réalité humaine (cette mort qui nous est commune) d'un personnage dont la notoriété et l'attitude de refus transformeront l'existence en une longue pièce de théâtre, où jusqu'à la fin il voulut improviser. Mais qui était Guy Debord ? Il y a plusieurs façons de répondre, mais en même temps de telles réponses interdiraient de comprendre son identité de « personne indicible ». Ecrivain ? Cinéaste ? Situationniste ? « *Doc-teur en rien* » comme il aimait se définir lui-même dans un de ses derniers livres ? Sûrement toutes ces choses à la fois, mais justement parce que « choses » — ce qui revient à dire choses faites par lui — qui ne furent certes pas sa véritable

identité. Ce n'est pas pour rien que les nombreux quotidiens français qui ont rapporté la nouvelle de son suicide, non seulement n'ont pas dit comment et pourquoi il est mort, mais n'ont rien dit non plus de lui, se limitant à décrire quelles choses il a fait, quelles choses il a dit, comment il l'a fait, comment il l'a dit, oubliant de dire qui, Guy Debord, était. En réalité, ce fut surtout le mystère qui en créa l'aura d'aventurier impénétrable, peu disponible pour les médiations et plutôt favorable aux violentes disputes ; Guy Debord aimait en fait dissimuler sa propre personnalité derrière une couverture de ragots, suppositions, et jusqu'à même la méchanceté dans ses confrontations, mais jamais apparaît au grand jour. Du reste, pour une personne qui a écrit un livre : *La société du spectacle*, où le monde est considéré comme un spectacle — ce qui veut dire une image fautive que le système économique produit de lui-même afin de dominer la société — la visibilité ne pouvait être que totalement refusée. Ainsi les rares photos — que consciemment il avait faites de façon à ce qu'elles soient publiées de son vivant — étaient le plus volontairement du monde voilées et en

bonne part elles le rendaient jeune par rapport à l'âge qu'il avait à ce moment-là. Oui, son impératif était l'invisibilité !

Ce n'est pas par hasard que sa première œuvre publique fut un film de 1952 : *Hurlerment en faveur de Sade*, dans laquelle l'image était complètement absente et le spectateur — stupéfait en vérité de cette

« Hurlerment en faveur de Sade » : une déclaration de mort au cinéma

provocation de pur style surréaliste — assistait à une séquence alternée dans laquelle l'écran apparaissait blanc puis noir, et pendant laquelle il écoutait un fonds de dialogues atones de nombreuses personnes jusqu'au dernier « plan » noir d'une durée de 24 minutes dans le silence total. Ce fut cela la première déclaration de guerre contre le spectacle que Debord entreprit au cours de sa vie ; une déclaration de mort au cinéma, alors considéré comme l'essence de la forme artistique produite par la société bourgeoise et pour cela synthèse extrême de ses valeurs en pleine décomposition, puisqu'expression non d'une construction de situation en mesure d'élargir la vie quotidienne, mais d'un système de falsification de la réalité afin de la supprimer et de la substituer à travers une production d'images destinées à séparer l'individu de son propre vécu et faire de lui un participant illusoire du spectacle de la marchandise en tant que désormais lui-même marchandise/produit de ce spectacle.

La fondation en 1957 de l'Internationale Situationniste fut, en partie, la conséquence logique de ces présupposés artistiques. Issue du milieu culturel européen comme confluence de nom-

breuses expériences artistiques (COBRA, Internationale lettriste, mouvement pour un Bauhaus de l'image, comité psychogéographique de Londres), l'IS depuis le début chercha à représenter — surtout à travers Debord qui fut le rédacteur du rapport constitutif de l'organisation — la critique de l'art à travers la nécessité de la dépasser grâce à la construction de situations libérées dans lesquelles la vie puisse effectivement expérimenter ses propres possibilités et n'être pas enfermée dans la répétitivité d'images-rôles que la société du spectacle construisait afin de la dominer et de l'exploiter. Mais déjà dans les premières années les différentes têtes de l'IS furent contraintes de s'affronter entre elles, et Debord — qui représentait sûrement parmi ceux-ci l'esprit le plus cohérent avec ses objectifs d'une critique totale de l'art et toute expression culturelle orientée vers la production de valeurs séparées de la vie concrète (et pour cela incapable de la transformer radicalement) — prit le meilleur dans les confrontations avec ceux qui présupposaient le dépassement de l'art comme une simple récupération de la critique architecturale et urbanistique afin de fabriquer des « œuvres d'art » non plus sur toile, mais dans l'espace social d'une cité.

Ainsi les premières années de la décennie 60 furent les années de la volte-face politique de l'IS, et coïncidèrent avec les années d'engagement politique de Debord ; un

L'Internationale Situationniste : l'« état majeur » de la révolution moderne

engagement destiné à faire en sorte que son organisation — désormais presque épurée du courant artistique — devint le point de ralliement entre l'expérience de l'avant-garde culturelle européenne et l'expérience des mouvements politico-révolutionnaires, représentés en France par quelques revues (*Arguments*, et *Socialisme et Barbarie*) du « révisionnisme » marxiste. Ce furent ces années-là durant lesquelles Debord collabora aux séminaires de Lefebvre à Nanterre, et pendant lesquelles put aussi être développée la critique de la vie quotidienne que déjà le philosophe et sociologue nanterrien avait théorisée sur la fin des années 50. La critique de la vie quotidienne petite sœur de l'analyse de l'aliénation/séparation produite par la

société spectaculaire, devint le corpus théorique de l'Internationale situationniste que Debord contribua à mieux expliquer dans son livre le plus fameux, le déjà nommé *La société du spectacle*, dans lequel l'expérience théorique et organisationnelle du conseil ouvrier (empruntée suite à la rencontre avec *Socialisme et Barbarie*) représentait le débouché politico-révolutionnaire de la théorie situationniste. Le scandale de Strasbourg et les événements de Mai représenteront non pas tant la confirmation du fait que Debord et l'IS allaient croissants dans ces années-là (comme l'a toujours soutenu l'hagiographe historique de ce mouvement), mais plutôt la rencontre fortuite — et par bien des côtés propice — entre la pratique contestataire et révolutionnaire du mouvement de 68 et la nécessité de trouver « quoi faire » de la part de la théorie situationniste. Pourquoi : s'il n'y avait pas eu le Mai français, peut-être l'IS aurait-elle pu devenir ce qu'elle sembla être ensuite (c'est-à-dire l'« état majeur » de la révolution moderne) ? Et l'œuvre de Guy Debord serait-elle apparue comme clairvoyante et prophétique, ce qu'induisent de nombreux commentaires qui retiennent ses livres sur le spectacle social comme les uniques textes capables de donner un sens — pardon : la vision — à ce qui se produit à l'Est comme à l'Ouest ?

Toutes ces interrogations se rapportent à la question toujours en suspens de savoir qui était Guy Debord ; un homme qui, à 62 ans, décide de se retirer la vie et d'arrêter « son histoire véritable », demandant pardon pour ses propres erreurs. Mais la vérité de son histoire, il faudrait davantage la reconstruire à travers les œuvres qu'il a laissées à la postérité dans l'intention d'être connu comme le premier personnage invisible de la société du spectacle, sera-t-il jamais possible de connaître cette vérité ? ♦

GIANFRANCO MARELLI
(FAI - Milan)

le monde
libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° <input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n° <input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n° <input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n° <input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

AUTOCOLLANT « LE KID »
Le groupe Région-toulonnaise a réédité l'autocollant « Lisez le Monde libertaire », agrémenté du Kid et d'un A cerclé.
50 F les 50 exemplaires
65 F les 100 ex. et 200 F les 500 ex. (port compris).
Chèque à l'ordre du CECL.
A commander au CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex.

TUNNEL DU SOMPORT

Journée nationale d'action le 17 décembre

Le tunnel du Somport est un projet — un de plus — directement issu des décideurs européens, et dont on n'arrive toujours pas à comprendre le pourquoi et le comment. Quelle utilité ? D'où vient-il ?

S'il s'agit de faciliter les échanges économiques franco-espagnols, nous noterons, en observateurs de terrain que nous sommes, que ceux-ci s'effectuent déjà très — trop — bien par les deux axes routiers existants (Pyrénées orientales et Pays basque) auquel s'est ajouté, le mois dernier, le tunnel du Puymorens (Pyrénées-Orientales et Ariège) qui, en évitant le col du même nom, fait « économiser » aux transporteurs... un quart d'heure !

S'il s'agit de développer le tourisme en vallée d'Aspe, l'exemple édifiant du tunnel de Fréjus, dans la vallée de la Maurienne (73), vient confirmer la nullité d'un tel argument (la vidéo Aspe, une vallée en sursis est encore disponible, écrivez-nous).

Alors, de quoi s'agit-il ?

Tout simplement d'un nouvel artifice inventé par un système malade de ses propres faiblesses. En effet, les technocrates de Bruxelles, face aux 20 millions de chômeurs qui gueettent et empoisonnent la CEE, n'ont trouvé d'autre palliatif à cette catastrophique situation que ces « grands travaux » : ponts, autoroutes, tunnels... Le béton à la rescousse du tric ! (ou l'inverse, si l'on veut). Quel aveu d'impuissance face au problème social que nous n'avons cesse de poser.

Le système en place, garant de ce capitalisme éhonté, dont on voudrait nous faire croire qu'il est le « moins pire », cautionne ainsi une occupation militaire sans précédent. Le dédain affiché pour les individus, le patrimoine naturel et l'environnement, au profit d'un soi-disant « maintien de l'emploi » et de quelques entreprises et élus locaux, doivent nous faire réagir avec fermeté. Nous ne voulons pas que la loi de l'argent continue son œuvre destructrice ! Et n'oublions pas que de tels projets existent ailleurs, tel que celui du tunnel de Salou (09). La lutte contre le tunnel de Somport doit être un cas d'école !

Une coordination autonome des Comités Somport s'est créée les 11, 12 et 13 novembre derniers à Bedous. Cette nouvelle structure a prouvé ses capacités d'organisation et de rassemblement lors de ce week-end. S'appuyant sur des bases claires d'anticapitalisme et d'antimilitarisme, elle appelle à une journée nationale d'action le 17 décembre 1994.

A Perpignan, le rendez-vous est fixé à 11 heures, devant le Castillet. Venez-nombreux. ♦

ALAIN FELIU
(liaison FA de l'Ariège
c/o Les Marmottes, 09460 Artigues)

N.B. : en ce qui concerne les actions « Somport » sur Paris, se reporter à la rubrique « Associations », p. 6.

PARIS
RADIO LIBERTAIRE (89.4)
Samedi 17 décembre
18 h - 19 h 30
« Bulles Noires » avec LOUSTAL

GRENOBLE

Les intégristes mordent la poussière

ENVIRON 300 PERSONNES ont répondu à l'appel du comité de soutien anti-anti-IVG, le 29 novembre, jour du procès du commando anti-IVG, devant le Palais de justice de Grenoble, pour manifester leur détermination à défendre le droit à l'avortement et à la contraception.

Le drapeau noir côtoyait la pancarte « Un enfant si je veux, quand je veux ». Dans un coin de fenêtre grillagée, une dame très BCBG affichait « Simone Veil avec nous » (question d'affinités de classe ?), tandis qu'au cœur de la manifestation, une cinquantaine de jeunes endiablés (FA, LCR, CNT, RED) scandaient : « Marie, avec nous ! », nez-à-nez avec des partisans de la Trêve de Dieu d'âge en moyenne canonique.

Les conversations se nouaient dans la foule avec échange de tracts et de questions. En poncho bleu, une lettre adressée à Simone Veil accrochée dans le dos (mais qu'ont-elles toutes à croire à cette vieille politicienne vendue ?), des dames âgées, elles aussi, mais restées militantes, rappelaient l'origine du combat pour la contraception, né sous la bannière de l'UFF (1) pendant la Résistance. « On n'appartient à aucun parti politique », m'affirmaient-elles, lorsque je leur demandais si elles ne sont pas au PC, « ...mais il ne vient pas chez nous des femmes de droite. Demain, on manifeste pour l'Algérie, on a beaucoup d'immigrés en détresse ».

En partant, je vois deux gars du Planning en grande conversation avec un type « d'en face », à gueule de curé : « Dieu a créé l'homme libre », dit-il. On se demande ce qu'il fait là avec de pareilles idées.

Un meeting instructif — La veille au soir, un meeting avait réuni environ 200 personnes à la Maison des Associations, ceci toujours à la demande du comité anti-anti-IVG (officiellement « Comité de soutien à la loi Veil »).

Plusieurs interventions ont été particulièrement appréciées. Le représentant de ANCIC (2) a exposé, en termes clairs, les dessous d'une politique et sociale qui fait des centres d'orthogénie les « parents pauvres du service public hospitalier » ; pauvres entre les pauvres, devrait-on dire, mais il ne faut pas oublier que des services « de pointe », jugés plus prestigieux, engouffrent sans souriller mandarins et budgets.

Les militants du Planning ont réaffirmé leur combat pour l'information et la gratuité en matière de contraception, soulignant au passage les limites restrictives d'une loi qui impose des délais trop brefs : beaucoup de femmes, ayant passé ces délais, sont orientées vers des pays

Tribune nationaliste) qui soutiennent officiellement les commandos anti-IVG, sont argués par les avocats de la défense lors des procès des intégristes illuminés... ou manipulés.

Là-dessus, l'intervention de la FA, rappelant quelques vérités essentielles concernant les crimes de l'Eglise, a suscité quelques applaudissements. Incroyable ! Enfin, c'est toujours ça de pris.

Le Vatican, par le biais de sa propagande (Nouveau catéchisme, Encyclique, déclarations officielles du clergé) assimile non seulement l'avortement, mais aussi la contraception à l'action de tuer. Mais qui sont les vrais assassins ?

Cette « politique familiale » qui préconise en guise de préservatif la

tendances hétéroclites confondues, pour concocter un « droit de réponse » au journal *Le Dauphiné libéré*, plus dévoué à Carignon qu'à notre cause et qui nous a sorti un article partial, mensonger, faisant la part belle aux tartuffes. Nous réaffirmerons notre combat laïque en vue d'une société plus juste et plus libre. Après quoi, cette association stirémienne retournera à ses moutons respectifs, quitte à se retrouver pour le prochain round... ♦

TANTE MICHÈLE
(gr. Jules-Vallès - Grenoble)

(1) Union des Femmes françaises.
(2) Association nationale des Centres d'IVG et de contraception.

(3) *Le terrorisme des Etats* (Philippe Pelletier, La Brochure anarchiste).

(4) Le pourfendage d'« intégrisme » devient furieusement prisé dans les salons. C'est plus facile de s'attaquer à une branche d'arbre qu'à sa racine (cf. *La pureté dangereuse*, BHL).

« Les militants du Planning ont réaffirmé leur combat pour l'information et la gratuité en matière de contraception, soulignant au passage les limites restrictives d'une loi qui impose des délais trop brefs. »

plus « libéraux » pour se faire avorter ; comble du paradoxe, pour celles qui militent depuis 68 : l'Espagne.

Des extraits de l'article de Fiammetta Venner, paru dans *le Monde des débats* de novembre 1994, nous sont lus par Anne : les mouvements anti-IVG en Europe sont financés et aidés en matière de propagande par les mouvements pro-life américains. Des politicards soutiennent ces enfoirés, dont le lobby est puissant, mais aussi des « intellectuels » parmi lesquels... Jeanne Bourin (tu parles d'une intello !).

Ils prétendent agir « au nom de la vie » en « sauvant » des fœtus !

Ce même article les thèses négationnistes qui assimilent la pratique de l'IVG à un génocide, dépassant en nombre l'Holocauste, et la pilule abortive RU 486 au gaz Zyklon B. Ces thèses scandaleuses, orchestrées par les médias d'extrême droite (cf.

chasteté à eu et a encore des conséquences mortelles dans les pays d'Afrique (malnutrition, sida). Rappel également de la responsabilité dans l'entrée en guerre de l'ex-Yougoslavie (le Vatican, premier Etat à reconnaître la Croatie, deux jours avant l'Allemagne (3) et la nomination par l'Opus Dei (extrême droite religieuse) du fanatique Jean-Paul II.

L'intégrisme n'est que la partie émergée de l'iceberg du pouvoir religieux (4).

La lutte continue — A l'issue du procès, les obscurantistes de la Trêve ont été condamnés à six mois de prison avec sursis. Demain, ils recommenceront « jusqu'à l'acquiescement », a déclaré Claire Fontana, leur égérie, qui promène dans les tribunaux son bébé et qui est la fille de l'ex-présidente de Laissez-Vivre.

Demain, le comité de soutien au Planning se réunit à nouveau, toutes

LILLE
RADIO CAMPUS (106.6)
Vendredi 16 décembre
19 h 30 - 20 h 30
« Humeurs Noires »
avec LE PLANNING FAMILIAL

LILLE
Rassemblement
samedi 17 décembre - 15 h
place de la Préfecture
(M^e République)
pour que le Planning familial
du Nord ne ferme ses portes
le 2 février 1995

Appel : MFPF, gr. Humeurs Noires
de la FA, CFDT, UFF,
Cahiers du Féminisme,
CCL Benoît-Brouchoux...

Pétition de soutien
disponible au MFPF,
33, rue Faidherbe, 59000 Lille
et à la librairie du Monde Libéraire.

Paris : la police n'aime pas les pralines

Courant octobre, Marc Romero nous a contacté, suite à une émission Radio Libéraire, pour nous exposer sa situation : vendeur de pralines au pied du Sacré-Cœur (18^e arr.), depuis 15 ans, il est maintenant régulièrement interpellé par la police de l'arrondissement (sinistrement connue), qui procède à son encontre à la confiscation de son matériel et à des amendes (1 500 F par interpellation). Ayant décidé de ne plus rester passif face aux administrations qui lui refusent toujours un lieu de vente ainsi qu'aux épreuves de force de la police. Marc a décidé de lutter et d'élargir son propre cas à la situation de tous les travailleurs précaires et de lutter au niveau de son droit au travail. Ayant lancé un premier appel à la solidarité sur RL, le samedi 22 octobre, avec Marc Romero, nous étions une dizaine

présents sur son lieu de vente où, à nouveau, il s'est fait embarquer. Tous ensemble, nous avons alors décidé de renouveler ce rassemblement le 29 octobre à midi. A cette date, une quinzaine de personnes étaient alors présentes ; Marc s'est enchaîné à la grille du Sacré-Cœur (lieu symbolique, s'il en est), ceci pour protester contre sa situation et celle de tous les exclus de notre système. Trente minutes plus tard, après avoir distribué nombre de tracts, la police est finalement intervenue, brisant les chaînes et arrêtant Marc, qui avait décidé de ne pas suivre les flics. Lors de cette arrestation, une camarade présente a également été appréhendée pour avoir pris une photo, suite à cela, un autre camarade et moi-même sommes intervenus, protestant contre ces arrestations arbitraires. C'est ainsi que nous

nous sommes également vus conviés à suivre les fonctionnaires de police jusqu'au commissariat La Chapelle (18^e arr.), avec menaces à la clef dans le fourgon, du style : « On va faire notre possible pour vous faire plonger... Bande de petits cons ».

Bilan de la journée : quatre heures au commissariat, contrôle d'identité, confiscation de l'appareil-photos et convocation au tribunal de police pour mon camarade et moi-même pour : « Cris et vociférations sur la voie publique » et « Distribution et jets de tracts sur la voie publique ».

Marc Romero, libéré lui aussi (tout comme la photographe), compte bien poursuivre son action. Nous serons toujours présents à ses côtés. ♦

FRED (gr. Alliance - Paris 20^e)

CIVRAY
(VIENNE)

Manifestation contre le projet d'implantation d'une poubelle nucléaire

Le 26 novembre, en début d'après-midi, environ 600 personnes se sont retrouvées sur la place de Civray pour exprimer leur refus du projet de stockage de fûts radioactifs dans la région. (1)

Civray est l'un des sites français choisis pour ce genre de « déposition » et dénommé pudiquement « laboratoire souterrain » par les nucléocrates, représentés en l'occurrence par l'ANDRA (société de lobbying nucléaire se camouflant derrière l'étiquette de géologue...).

Après la signature de quelques pétitions, l'écoute de quelques discours, le tour d'horizon d'une exposition anti-nucléaire (réalisée par des libertaires creusois), et l'achat de ballons, c'est un long cortège qui s'est rendu, à pied, sur un des sites, situé à quelques kilomètres du centre ville. Sur place, certains ont planté quelques arbres ; et ceux et celles qui avaient un ballon ont pu le lâcher...

Cette manifestation, toute symbolique et un peu carnavalesque à certains moments, fut à connotation très écologiste (le caoutchouc des ballons était-il biodégradable ?) et très récupératrice (non pas dans le sens écologique du terme, mais notamment avec les Verts, qui se sont échauffés honteusement en ayant pour simple visée que la prochaine grande farce électorale...).

Au cours du retour en direction du centre ville, il me fut même demandé de baisser mon drapeau noir afin de ne pas « gâcher » la photo. Ce que je ne fis pas, bien sûr !

Il est à signaler la présence du groupe Berkman de Poitiers et d'un copain libertaire de Limoges à cette manifestation.

L'importante mobilisation et l'ampleur de cette journée, dans ce petit coin au sud de la Vienne, déboucheront certainement sur d'autres actions (2). Il est à espérer, pour nous anarchistes, une radicalisation de ces types de lutte : non aux déchets radioactifs, mais aussi non au nucléaire civil ou militaire qui les engendrent ! ♦

ALAYN DROPSY
(INDIVIDUEL FA-CREUSE)

(1) Dans les années 70, les luttes anti-nucléaires étaient axées essentiellement contre la construction des centrales. Ces luttes n'ayant pas abouti, exceptée celle de Plogoff, les luttes d'aujourd'hui se retrouvent bien souvent contre (et seulement contre) les déchets et leur stockage. Actuellement, et particulièrement dans certains milieux anciennement anti-nucléaires ou pas, elles sont plus anti-déchets tout court, voire environnementalistes, qu'autre chose.

(2) Contact : Comité Vienne-Charentes, BP 3, 86250 Charroux. Tél. : 49.87.47.40.

Dans le *Monde libertaire* n° 970 a été ouvert un débat sur l'opportunité ou pas d'interdire à de jeunes musulmanes le port du foulard islamique dans les établissements scolaires publics. Nous poursuivons ce débat par la publication de deux nouveaux articles, abondant dans le sens de celui du groupe Henry-Poullaille, « FIS de la haine » (ML n° 977), en réponse et opposition à l'article intitulé « Le Foulard islamique » de Patrick Essertel et Jean-Pierre Thuinet, de la FA de Lyon (ML n°s 975 et 976).

Le voile : oui, mais...

AURIONS-NOUS, nous aussi, notre maladie infantile ? Souvent, devant certains événements qui demanderaient de notre part une position nette, nous engageons de longs débats au cours desquels sont pesés finement le pour et le contre, et qui finissent, généralement, par renvoyer dos à dos les protagonistes.

Affirmons d'abord que c'est tout à l'honneur d'une organisation comme la nôtre de pouvoir discuter librement — même passionnément — de questions difficiles.

Ce qui nous taraude, légitimement d'ailleurs, c'est, en prenant telle ou telle position, d'être en contradiction avec les principes anarchistes, c'est aussi de penser que l'on va faire le jeu de nos adversaires.

Il est vrai que lorsque l'on prend une position, que l'on mène une action, on court le risque de se trouver en compagnie de mouvements pas forcément de... bonne compagnie ! Mais cela doit-il nous empêcher d'agir ?

Non, à mon avis pas plus que de savoir que ceux pour lesquels nous prenons fait et cause à un moment donné se conduiront peut-être par la suite d'une façon que nous réproverons complètement. Nous savons bien que les victimes peuvent devenir des bourreaux. Cependant, nous devons défendre les opprimés,

mais nous devons aussi rester lucides pour maîtriser nos actions.

Dans les affaires du foulard, moins dramatiques sur notre sol qu'en Algérie et ailleurs, où des femmes se font tuer simplement parce qu'elles refusent de céder aux intégristes qui leur ordonnent de porter un fichu sur la tête, signe de sujétion, des hésitations, dans nos milieux, se font jour, du genre : l'école laïque est-elle bien laïque ; ne pas oublier que c'est l'Etat qui ordonne les exclusions ; que pour les jeunes musulmanes, le port du voile marque leur volonté identitaire...

Mes chers camarades, ceux qui sont très satisfaits de tout ce remue-ménage, ce sont les intégristes qui envoient les jeunes filles au combat pour semer le trouble, la zizanie parmi les laïcs et les antiracistes mêmes et pour montrer aux jeunes d'origine maghrébine, qui ont toutes les raisons du monde d'en vouloir à notre Etat capitaliste, que eux, les fondamentalistes, n'ont pas peur d'attaquer le grand Satan, l'Occident pourri. Ainsi, ils grossiront leurs rangs et feront des troupes fanatiques.

Ne mélangeons pas tout, et ne tombons pas dans le piège. Les crimes des uns n'effacent pas le crime des autres. Nous devons être intransigeants et nous élever contre

le port du voile à l'école. Ce qui nous donnera de l'autorité pour exiger la disparition de tous les signes religieux, notamment les croix qui sont encore accrochées dans certaines classes. Ne tergiversons pas, luttons contre tous les intégrismes, qui se servent de leurs religions pour créer des Etats théocratiques intolérants.

Pensons surtout au combat que mènent toutes les femmes en Algérie et dans le monde, au péril de leur vie, contre les fondamentalistes pour lesquels elles ne sont que des êtres inférieurs et impurs. Ce seul fait devrait lever toute hésitation... ♦

ANDRÉ DEVRIENDT

« Femmes, manifestez-vous ! »

« J'écris pour les femmes épuisées, opprimées, piétinées, envenimées par cette société... »

A deux reprises, les islamistes, lettrés, hommes de lettres, hommes politiques et intellectuels confondus, ont voulu ma mort. La première fois, ils m'ont accusée d'avoir pris position en faveur de la liberté de l'écrivain dans l'affaire des *Versets sataniques* de Salman Rushdie ; la deuxième fois, d'avoir critiqué le port du voile traditionnel (1), le purdah, par les femmes. Ils ont fait savoir dans un quotidien national que ma mise à mort serait conforme au code islamique, la charia...

La religion a transformé les femmes en esclaves et leur dénie toute humanité. Elles ne sont que des objets de consommation... »

TASLIMA NASREEN

(1) Souligné par moi.

Racisme et foulard islamique

FAUT-IL, OUI OU NON, interdire le port du foulard islamique dans les écoles publiques ?

Je regrette que, par le biais de ce sujet, des compagnons s'en prennent à l'école laïque. Même si l'enseignement qu'on y diffuse ne peut pas satisfaire pleinement un libertaire, c'est ça ou l'enseignement privé, en très grande majorité confessionnel. Toute autre forme d'enseignement, compatible avec les idées des libertaires étant, présentement, du domaine du très marginal. Certains voient, avec juste raison, dans la circulaire Bayrou, une offensive anti-immigrés propre à satisfaire une droite raciste. Les élections approchent !

Personnellement, je la considère comme ce qui aurait dû être une erreur stratégique si les organisations laïques avaient su l'exploiter.

La circulaire qui, en fait, ne vise que le foulard islamique, comme signe ostentatoire, est manifestement injuste et perçue ainsi par beaucoup. C'est cette injustice qu'il fallait dénoncer au nom de la neutralité de l'école publique. Il est dommage que même la Libre Pensée, dont je suis membre, n'ait pas vu, dans cette circulaire, une faille que l'on pouvait utiliser pour tenter d'obtenir qu'il soit précisé qu'elle s'appliquait à tous les signes d'appartenance religieuse, sans distinction, dont le port était considéré comme prosélytisme en faveur d'une religion, dans les écoles publiques. C'est, avant tout, une impression d'opposition pure et simple au texte de la circulaire Bayrou qui se dégage à la lecture du communiqué du CAN de la Libre Pensée (cf. ML n° 973). A noter, que même SOS-Racisme s'est prononcé contre le port du foulard.

Il me semble que, au nom du droit d'affirmer sa différence, en tout lieu et en toute circonstance, les compagnons de Lyon soient pour une société pluri-communautaire basée sur des appartenances religieuses différentes. Ce qui s'est passé hier, en Irlande, au Liban, ce qui, actuellement, se passe en ex-Yougoslavie, en Asie du sud-est, en Israël... ne suffit-il pas pour se persuader du mal que représente tout fanatisme religieux opposant des communautés entre elles. Pourquoi pas, demain, en France ?

Sous prétexte qu'il est « interdit d'interdire », doit-on tolérer ce qui est intolérant ? Devrait-on, aussi, tolérer le port de la croix gammée ? L'intolérance, dans les Etats subissant une dictature théocratique islamiste, est la même que celle qui régnait dans les Etats catholiques du temps de l'Inquisition.

Parce qu'il est en nette expansion, l'islamisme intégriste représente un réel danger pour les libertés ; plus grand que celui qui pourrait venir du

catholicisme, du fait de la désaffection croissante de ses fidèles pour les lieux de prière et malgré les tentatives que fait l'Eglise, avec plus ou moins de succès, pour reconquérir des positions dominantes qu'elle a perdu au cours des siècles. L'entrisme dans les partis politiques, jusque là « de gauche et laïques » (voir le PS), ne représente pas, il me semble, un immense danger dans la mesure où lesdits partis perdent beaucoup de leur influence. Je n'ose pas imaginer qu'il y ait un jour des anarcho-chrétiens, des anarcho-islamistes... mais, sait-on jamais !

Voir avec une bienveillante tolérance le port d'un signe d'appartenance à une religion alors qu'il n'est qu'une forme de prosélytisme en faveur de cette religion (sachant que, pour celle-ci, encore plus que pour les autres, la femme, cet être impur, est inférieure à l'homme) me laisse perplexe ; Ohé, Louise Michel ! ♦

GILBERT
(Sucy-en-Brie)

Yougoslavie : halte au jeu de massacre

(suite de la « une »)

Tous ont connu le même sort : la poubelle.

Soyons clairs. La paix n'a jamais été le but recherché par l'Etat français, ni par quiconque. Les milliers de militaires déployés en Bosnie n'ont servi qu'à geler une situation, le temps que les choses se décaient. Et si les casques bleus « français » sont les plus nombreux, c'est bien parce que l'Etat qui les paye grassement n'avait pas d'autre choix pour essayer d'avoir une influence sur le cours des événements.

Aujourd'hui, l'Etat français affiche plus que jamais son intérêt à défendre son allié traditionnel dans cette région d'Europe, à savoir l'Etat serbe.

Juppé, ministre des Affaires étrangères, a demandé le plus officiellement du monde à Belgrade de faire pression sur les nationalistes serbes de Bosnie et de Croatie. Voilà donc Milosevic promu au rang de démocrate respectable alors qu'il est un des responsables directs des massacres.

Les raisons de cette « reconnaissance » sont connues : l'Etat serbe est le contrepoids « naturel » à l'influence allemande en Europe centrale et un pont obligé pour le développement des relations économiques fructueuses avec la Russie. La paix, la justice et les droits de l'Homme n'ont rien à faire là-dedans.

Le gouvernement français ne retirera ses militaires que contraint et forcé, ou parce que cela ira dans le sens des intérêts de la Russie. Or, l'Etat russe affirme de plus en plus ouvertement sa « vocation » à être le chaperon des ex-républiques socialistes converties à l'économie de marché. En ce sens, Eltsine ne peut qu'être amené à renforcer son appui au projet d'une Grande Serbie.

Est-ce à cette situation que l'on nous prépare en nous parlant de retrait ?

L'intervention libérale des Etats-Unis — La levée de l'embargo sur les armes destinées à l'Etat bosniaque est le credo des Etats-Unis. Et depuis le retour des Républicains au pouvoir (au Sénat et à la Chambre des Représentants), cette volonté de laisser aux armes le soin de décider du sort des populations est plus que jamais d'actualité.

L'intérêt des Etats-Unis est sûrement de mettre en porte-à-faux la CEE, comme l'affirment les partisans d'une politique européenne conséquente, mais c'est aussi et surtout la volonté d'être présents face à la Russie, même si celle-ci peut apparaître encore fragile dans ses visées impérialistes.

Izetbegovic, se sachant soutenu par Washington, la Turquie et de nombreux Etats à majorité musulmane, ne cherche aucunement à calmer le jeu, et l'a clairement signifié publiquement lors de la dernière conférence de la CSCE, en s'accrochant très durement avec Mitterrand.

De toute manière, embargo ou pas, les trafics d'armes se portent bien, et chacun reconnaît que l'armée bosniaque est de mieux en mieux équipée et efficace, y compris en ce moment même à Bihac. Les rapports de force militaires ont réellement changé, et c'est aussi ce qui doit donner des idées à



Izetbegovic qui pense à « reconquérir les territoires perdus ».

Les craintes allemandes — La raison qui conduit l'Allemagne à hausser le ton de plus en plus ouvertement est le drame de la poche de Bihac, car cela laisse clairement à penser que les conditions d'un affrontement entre Etats croate et serbe est à nouveau possible, et ce avec une intensité inégalée à ce jour.

L'Etat allemand voit là une remise en cause de l'intégration économique de la Croatie, voire de la Slovénie, dans sa zone « naturelle » d'influence.

A Zagreb, on pense aussi à une « guerre de reconquête » des territoires contrôlés par les nationalistes serbes, et on continue de s'armer en conséquence et à contribuer à l'armement des unités bosniaques, alliées conjoncturelles.

De l'affrontement entre impérialismes dépend le nombre de morts ! — En fait, tout se passe comme si chacun des Etats bosniaque, croate ou serbe ne s'était jamais senti aussi fort et soutenu pour imposer sa domination aux autres. Tous sont armés, conseillés, informés et financés par des puissances extérieures qui, finalement, déterminent le niveau d'engagement des combats.

On ne saurait mieux préparer de nouveaux massacres !

Il s'agit bien d'une zone de fracture politique qui traduit l'état des rapports entre les différentes forces économiques et étatiques qui s'affrontent pour le contrôle d'un continent, quand ce n'est pas de la planète. Pour ce faire, ils n'en sont pas à un million de morts près.

Quelques optimistes critiques — Si nous pouvons avoir une certaine lucidité sur les causes et les enjeux de ce conflit, nous sommes bien incapables, à l'heure actuelle,

trouver un courant de sympathie ici-même.

A mon sens, nous avons manqué de clairvoyance politique et sous-estimé notre capacité d'intervention.

L'antimilitarisme est suffisamment ancré au cœur de la pensée libertaire pour que des convergences entre les différents composantes du mouvement permettent un travail cohérent et d'ensemble des militantes et militants fédérés ou pas, sans remettre en question les structures qui nous sont particulières.

Notre force réside dans une mobilisation volontaire des individus face à des situations qu'ils perçoivent comme essentielles pour nous-mêmes. Dans ces moments-là, trop rares sans doute, nous nous apercevons de notre capacité à mobiliser. A nous de savoir susciter de tels engagements. Bref, nous manquons d'audace dans l'affirmation de nos propres idées et dans nos pratiques.

Les déserteurs et les groupes pacifistes yougoslaves ont été broyés par les machines de guerre, dans le meilleur des cas, ils attendent des jours meilleurs, tout comme nous.

Si au moins cela pouvait nous servir d'acquis pour les situations à venir... vis-à-vis de l'Algérie, par exemple. ♦

BERNARD
(gr. Déjacque - Lyon)

(1) Cf. *Yougoslavie, le terrorisme des Etats*, La Brochure anarchiste, éditions du Monde Libertaire, 1993.

PARUTIONS

BROCHURES

Le groupe de Nice édite *Les Révolutions russes de Voline*, 85 pages. Prix (port compris) : 30 F.

Il reste quelques exemplaires de *L'Anarchie* de Sébastien Faure. Prix : 30 F.

Prix de vente du Voline et du Sébastien Faure : 50 F. Chèque à l'ordre de ADCL.

Groupe de Nice c/o ADCL, BP 171, 06303 Nice cedex 4.

PRESSE

Le n° 114 (décembre 94) de *Contre Vents et Marées*, journal d'humeur anarchiste de la région Rhône-Alpes, est paru. Prix au numéro : 6 F. Abonnement : 60 F (chèque à libeller à l'ordre de « Contre-Courants »).

« Contre-Courants », La Ladrrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche.

Peinture, sculpture...

EXPOSITION « AB IRATO »

jusqu'au
samedi 24 décembre

avec
STÉPHANE GOARNISSON
REINALDO
BENOIST
BARTHÉLÉMY SCHWARTZ

LIBRAIRIE
DU
MONDE LIBERTAIRE
145, rue Amélot
(M° Oberkampf)
75011 PARIS

RENDEZ-VOUS

CLERMONT-FERRAND

Le groupe Spartacus de la FA organise une conférence sur l'école Bonaventure d'Oléron, le samedi 17 décembre, à 17 h, à l'ancien lycée Blaise-Pascal, 3, rue Maréchal-Joffre.

LILLE

Le groupe Humeurs Noires de la FA (Lille - Nord) propose une réunion-débat publique le premier mercredi de chaque mois. Cela se passe à la **Maison de la Nature et de l'Environnement**, 23, rue Gosselet, à Lille, à 20 h.

LILLE

Le Collectif « Art et Anarchie » (Lille - Nord) prépare le festival 1995 du même nom (troisième édition). Sans subvention ni publicité. Librement. Vous pouvez contacter le collectif en écrivant à **Humeurs Noires**, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul, pour nous donner un coup de main financier (chèque à l'ordre d'ALDIR) ou de toute autre nature.

TOULON

Les groupes Nada et Région-toulonnaise de la FA assurent des permanences le mercredi et le samedi, de 15 h à 18 h 30, au local du collectif libertaire « La Commune », 2, rue Francis-de-Pressensé (derrière la mairie). Tél. : 94.91.26.80.

VITRY-SUR-SEINE (VAL-DE-MARNE)

Les sympathisants libertaires désireux de constituer une liaison FA, voire un groupe, sur Vitry-sur-Seine et ses environs peuvent contacter l'Union régionale parisienne de la FA (librairie du Monde Libertaire), qui transmettra.

Sécurité : rappel de quelques consignes (1^{ère} partie)

Après « Contrôle social : la nouvelle donne » de Régis (ML 978), voici le second volet de notre dossier sécuritaire établi par des compagnons de la FA de Lyon. Jaime nous fait un historique des politiques sécuritaires et de la notion de sécurité. Ce texte a servi de préambule aux débats sur les lois sécuritaires animés par le groupe Kronstadt de Lyon (à Lyon, Grenoble, Dijon). Il n'apportera rien de bien nouveau, mais pourra permettre une réflexion plus large.

UN PEU D'HISTOIRE... sur la gestion du « social » — Lorsqu'on parle de sécurité, il y a une notion banale, si banale qu'on l'oublie presque, c'est celle de sécurité sociale. Et pourtant, ces mots ne sont pas si neutres que ça !

En effet, la philosophie de la sécurité, qui a prévalu dans notre société depuis la fin du 19^e siècle jusqu'aux années 70, a cherché son efficacité dans un désamorçage des actes de violence et des conflits sociaux par l'élimination plus ou moins relative de la question de responsabilité. D'où l'origine hygiéniste de ce qui est devenu l'action sociale. Mise sous tutelle de l'individu dangereux pour la société mais aussi, à l'inverse, individu en danger par les risques que lui fait encourir cette société (la protection sociale).

A partir des accidents du travail nécessitant l'ouverture d'affaires judiciaires risquant d'envenimer les rapports sociaux, on est arrivé à une réparation automatique du préjudice subi, limitant ainsi les risques d'affrontement. Et peu à peu d'autres problèmes sociaux ont trouvé une solution du même type (maladie, chômage...).

Le risque s'est donc peu à peu « socialisé ». L'Etat s'est alors doté de fonctions qui placèrent progressivement l'individu et les groupes sous sa dépendance. Cela entraîna également la fameuse distinction entre le social et l'économique... L'Etat laissant l'économique libre, mais gérant le social... Grande illusion, bien sûr, car plus que jamais aujourd'hui, c'est l'économie qui gère le social et ceux qui ont pu croire à un Etat de gauche garant de justice sociale doivent revoir leur copie.

Historiquement, il y a bien eu au départ un partage assez net entre action sociale et protection sociale, mais depuis quinze ans, sous la pression du chômage, il s'est effrité peu à peu.

La précarisation de catégories toujours plus étendues de la population a pour effet de désenclaver la marginalité. Que peut faire, par exemple, de nos jours, un travailleur social de quartier face à l'abondance des problèmes de cessation de paiement (EDF, loyer, achat à crédit...)?

Un problème semblable se pose à la protection sociale. Hormis le problème du déficit de 54 milliards, on assiste à un déplacement du centre de gravité de la protection sociale d'une stricte fonction de réparation vers une action de gestion

de l'accès à l'emploi et d'accompagnement du non-emploi.

D'où bien sûr l'exonération des droits sociaux pour les patrons qui embauchent des jeunes, l'encouragement à la cessation d'activité pour les plus de cinquante ans, l'appel au temps partiel, le retour de la femme au foyer...

Ainsi que la multiplication des statuts intermédiaires entre l'activité et l'inactivité (TUC, CES, stagiaires...). La frontière entre action sociale et protection sociale est donc aujourd'hui plus que floue.

Désormais, on passe d'une démarche social-étatique basée d'ailleurs sur le taylorisme social défilant — la liste des sigles sociaux serait longue à énumérer (CNPD et CCPD pour la délinquance, CLDSU pour les quartiers, le CES [Comité d'environnement social], les APP [Ateliers pédagogiques personnalisés] et enfin les CRS, vigiles de grandes surfaces... et autres animateurs...) — aux fameuses notions d'« implication collective » et de « solidarité active ».

Ces politiques sociales dites transversales sont apparues sous la gauche avec les commissions Schwart (insertion socio-professionnelle des jeunes), Dubedout (Développement social des quartiers) et Bonnemaison (prévention de la délinquance : l'ilotage). Aujourd'hui, donc, tout le monde il est beau, tout le monde il est partenaire. Les contrats de ville fleurissent et se mobilisent autour du « problème de l'accès à l'emploi ». Mairie, Etat (Préfet, Conseil régional), groupes patronaux, commerçants... tous œuvrent pour « le meilleur parcours d'insertion et de qualification en faveur des jeunes chômeurs en voie d'exclusion ». On n'encadre plus mais on aide, paraît-il. On dote un quartier des signes de l'« urbanité ». Un véritable paradis, n'est-ce pas ?

D'un côté, l'Etat décerne des labels aux associations humanitaires (« Grandes causes nationales 94 », afin « de nous sensibiliser aux problèmes de la pauvreté et changer nos regards posés sur ceux qui en sont victimes »), de l'autre, il encourage les ouvriers actionnaires de leur entreprise (cf. Danone) à donner le bénéfice de leurs actions pour la création d'entreprises d'insertion.

Cette « implication collective » est un discours tenu aussi bien par Chirac que Martine Aubry et sa fondation... Cette « solidarité active » se targuant, en plus, d'être source de démocratie directe !

Il est urgent de dénoncer ce contrôle social étatique new-look mis

en place pour gérer la misère sociale. Quant aux « révolutionnaires » qui voudraient investir le champ municipal en 1995, il est évident qu'ils ne seront que les artisans généreux de la pénurie afin de la rendre plus douce. Le combat passe par d'autres chemins.

Du thème de l'insécurité au fantôme identitaire — Pour ce qui est de ces deux phénomènes, on peut parler d'invariances à travers l'histoire. Et les exemples ne manquent pas... Prenons un extrait du journal local de Lyon, le Progrès, datant de 1910, mais qui pourrait sortir demain matin : « On connaît les lieux de rendez-vous de tous ces bandits, on ne tente même pas de les inquiéter. Et si par hasard la police les arrête, le tribunal s'empresse de les acquitter, quand le Parquet ne les relaxe pas avant tout jugement. Il faut dire aussi que la police semble se soucier bien plus de dresser des conventions que de poursuivre les malfaiteurs... ». Quant aux discours ou aux déclarations percutantes, c'est toujours l'idée d'un champ de bataille. Les gens sains et honnêtes sont assaillis par la ruse, de nuit, par des êtres maléfiques...

— « Paris sert de refuge à trop de bandits et pour eux, les lois sont trop tendres » (déclaration, en 1912, du Préfet de police de la capitale).

— « Puisqu'une guerre sans merci est faite à la société par des êtres dénués de moralité qui sont l'écume de toute société, n'hésitons pas à les traquer, sans faiblesse, sans pardon » (déclaration du président du conseil municipal de Paris, en 1910).

Le Pen, Pasqua, on s'en doutait, avaient donc des ancêtres...

Ennemis de l'intérieur certes, mais également ceux de l'extérieur : les deux menaçant notre belle unité nationale. Là encore, l'histoire est riche d'exemples. Nous citerons simplement les propos de Alexandre Bérard, chargé de la direction du Parquet à Lyon en 1885 : « Certes, la France ne peut renoncer à son renom de terre généreuse et hospitalière : elle n'a nullement la prétention de garder égoïstement pour elle les trésors artistiques, intellectuels et scientifiques amassés par ses enfants ; elle ne peut renoncer à son grand rôle de pacification universelle : à elle, il appartient d'éclairer le monde et d'abaisser les frontières ; à cette tâche, elle ne faillira jamais. Mais pour qu'elle puisse en paix accomplir cette œuvre glorieuse, elle doit assurer sa sécurité à l'intérieur et repousser de son sein les étrangers qui viennent troubler la tranquillité publique. »

Ce même triste sire proposait également d'imposer en France une taxe sur les étrangers...

Le mythe de l'« invasion étrangère » a donc toujours été sous-jacent à l'exploitation des fantasmes identitaires. C'est le passage du « on » au « ils ». Il y a nous et eux. Délimiter, se distinguer apparaît comme une dangereuse nécessité pour sauvegarder son identité (et sa fameuse carte !). Cette recherche a tout prix du « même » allant jusqu'au paradoxe : tous identiques sans identité !

Chaque époque d'incertitudes ramène la tentation de toutes les fermetures avec ses brimades et ses conversions idéologiques. face à la crise, la France de 1935 restreignait l'accès des étrangers à l'activité économique, multipliait les lois sur le droit de résidence.

Celle de 1938, à la veille de la guerre, s'attaquait aux « irréguliers » et « indésirables »... Les réponses de l'Etat à cette époque, face aux protestations, sont les mêmes que celles, actuelles, de M. Pasqua. « Le décret-loi du 2 mai 1938 sur la police des étrangers ne modifie en rien les conditions régulières d'accès sur notre sol et ne porte aucune atteinte aux règles traditionnelles de l'hospitalité française mais il donne la possibilité de frapper désormais de peines sévères tout étranger qui se serait montré indigne de notre hospitalité... ». 1994 : la pièce se rejoue. ♦

JAIME (gr. Kronstadt - Lyon)
(suite au prochain n°)

Associations

NÎMES : « EMERGENCES » ET LES LOIS PASQUA (RAPPEL)

L'émission « Emergences » (chaque mardi, de 19 h 30 à 20 h, sur 102 FM) organise une soirée d'information et de débat sur les lois Pasqua, le vendredi 16 décembre, à 20 h 30, au local de l'APTI, 8, boulevard Sergent-Triaire (près de la gare). Interviendront : Maître Otan et un représentant du Collectif contre l'implantation du centre de rétention d'Aniane. La librairie du Monde Libertaire y aura une table de presse. Entrée libre.

PARIS : PRÉSENTATION DU « GROUPE DE RECHERCHE AUTOUR DE LA FAMILLE »

Le collectif « Malgré Tout » et la Maison de l'Amérique latine vous invitent à la présentation du « groupe de recherche autour de la famille », qui se déroulera à la Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain (M° Solférino), 75007 Paris, le vendredi 16 décembre, à 20 h.

PARIS : JOURNÉE D'ACTION NATIONALE AU SUJET DU SOMPOT (VALLÉE D'ASPE)

Le samedi 17 décembre sera une journée d'action nationale au sujet du Sompot. Rassemblements rue aux Ours, à l'angle du boulevard Sébastopol (métro Etienne-Marcel), à 13 h et devant la Maison des Pyrénées, 15, rue Saint-Augustin (M° Quatre-Septembre), à 15 h. A 18 h, une assemblée générale aura lieu en un lieu à préciser sur place.

Comité Sompot-Ile-de-France c/o Le Maldoror, 10, rue du Grand-Prieuré (M° Oberkampf), 75011 Paris (permanences le deuxième et quatrième lundis du mois au Maldoror).

PARIS : MANIFESTATION A BICYCLETTE

Les adversaires du Paris automobile manifestent à bicyclette le samedi 17 décembre. Rendez-vous à la gare Montparnasse à 14 h 30.

PARIS : COUSCOUS CÉNÉTISTE AUX VIGNOLES

Le syndicat ETPRECI-Paris de la CNT-AIT vous invite à un couscous, le dimanche 18 décembre, à 13 h, au 33, rue des Vignoles (M° Avron ou Buzenval), 75020 Paris. Ce couscous est fait en soutien aux employés de l'entreprise Minia Confection. Prix : 60 F (repas et boissons). Réservation au : 43.72.09.54 (répondeur).

PARIS : « LA CONFÉRENCE SUR LA POPULATION MONDIALE DU CAIRE ET L'EGLISE »

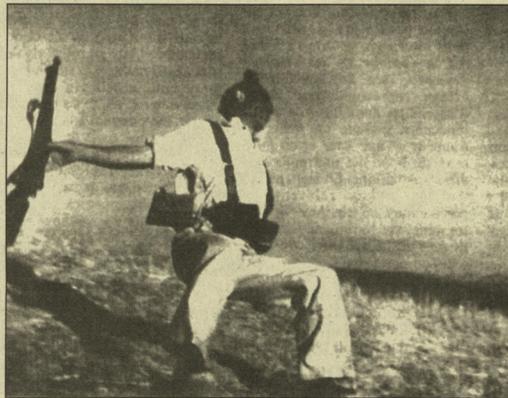
Conférence de la Libre Pensée sur « la population mondiale et l'Eglise », avec la participation de Colette Gallard, du Planning familial, le dimanche 18 décembre, à 15 h 30, en salle des réunions Force ouvrière, 198, avenue du Maine (M° Alésia), 75014 Paris.

PARIS : CONFÉRENCE DE « DÉFENSE DE L'HOMME » (RAPPEL)

« Objection de conscience électorale... Refus de coopérer... Poids politique des grèves gestionnaires », voici les thèmes de la soirée « Défense de l'Homme » qui sera animée, le lundi 19 décembre, de 19 h 30 à 22 h 30, par Serge Livrozet, militant FA, animateur de l'émission « Humeurs Noires » sur Radio Libertaire et auteur du livre *La Dictature démocratique*, au siège de la Libre Pensée, 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques (métro Luxembourg), 75005 Paris.

BILLET D'HUMEUR

« Mourir à Madrid » pour des tricheurs



Notre côté fleur bleue en avait déjà pris un coup, il y a quelque temps, en apprenant que la tendre passion des « amoureux du Pont-Neuf », immortalisée par le photographe Robert Doisneau, ne devait rien à Cupidon. Cette fois, la fibre militante de certains risque d'être touchée. Voilà que le célèbre et anonyme soldat républicain espagnol fauché par une balle franquiste (cf. photo ci-dessus) devant l'objectif de Robert Capa jouerait lui aussi la comédie depuis bientôt soixante ans (*le Monde*, jeudi 24 novembre).

La supercherie n'est pas établie, mais tenants de l'authenticité du cliché et dénonciateurs d'une savante mise en scène continuent de s'invectiver, nous dit-on, depuis maintenant plusieurs décennies.

On s'étonnera une nouvelle fois que ce différend sans grande importance — et dans la mesure où il ne sera sans doute jamais tranché — puisse entraîner aujourd'hui encore de telles polémiques, auxquelles participent des historiens. On s'en étonnera même davantage quand on se sera souvenu que, pour en rester à cette période de l'histoire de l'Espagne, d'autres tricheries, avérées celles-là, n'ont jamais suscité le moindre commentaire critique de la part de ceux qui semblent tout observer à la loupe et qui restent curieusement muets face à d'énormes accumulations de mensonges. A commencer, bien sûr, par la misérable production officielle des faussaires appointés du Parti communiste, qui est à l'histoire véritable ce que Georges Marchais est à l'intelligence sensible et qui n'émut pas outre mesure le monde savant des historiens, du journalisme et de l'Université.

Ce qui se révèle cocasse est que cette possible supercherie a servi en son temps d'illustration à l'affiche du film culte et mensonger *Mourir à Madrid*, de Frédéric Rossif. Car celui qui filma si longtemps les animaux pour la télévision savait lui aussi, de temps à autre, se faire charlatan et, en la matière, sa guerre d'Espagne à la sauce stalinienne relève d'une imposture autrement plus évidente, qui ne fit pourtant jamais couler beaucoup d'encre ailleurs que dans quelques publications libertaires. Une photo (peut-être) truquée pour un film bidon ; amusant, non ?

Robert Capa fut peut-être un jour, sur une colline au sud de Madrid, un tricheur. Frédéric Rossif fut assurément, en réalisant ce film, véritable insulte à la mémoire, un escroc. ♦

JEAN ROBIN

A LA PETITE SEMAINE

Angoisse...

Incalculables victimes en sursis d'une maladie qu'on ne guérit pas encore, innombrables chômeurs à perpétuité, cohortes de condamnés aux petits boulots, petits salaires et grandes misères, armée des ombres promise à l'ANPE, aux stages bidon, au SMIC ou au RMI, foules de sans-abri pour qui l'hiver sera sans doute moins rigoureux pour cause de printemps électoral, témoins impuissants et affligés du spectacle guerrier de cette épouvantable fin de siècle, est-il vraiment nécessaire que certains, sous prétexte d'information, ajoutent à notre indicible malaise une souffrance sans limite ?

Car il est des éventualités que l'inconscient collectif étouffe, tant leurs conséquences seraient désastreuses, et qui, brutalement révélées, transformeraient l'angoisse en incurable désespoir.

Était-il donc vraiment utile, voire même tout simplement humain, comme l'a fait récemment le quotidien *Libération*, de laisser entrevoir l'apocalypse à travers cette question crûment posée à la une : « Et si Delors ne se présentait pas ?... » ♦

FLOREAL

Ciné sélection

« Au Nom du Christ » de Gnoan Mbala

Désormais, il n'y aura plus qu'une dictature,
la dictature de Dieu !

Paillard, gourmand, traître à son prochain, en un mot le meilleur fils du monde, le porcher d'un petit village d'Afrique de l'ouest est atteint par la Grâce divine : il est Magloire, premier cousin du Christ. Aussitôt illuminé, aussitôt fait : infatigable, il prêche, évangélise à tours de bras, ou plutôt de jets de salive, puisque telle est la méthode inspirée par le souffle divin.

Premier commandement : « Tu verseras la moitié de ta récolte pour la gloire de Magloire ». Et tout ira pour le mieux dans le

meilleur des paradis possible. Que demande le peuple ? Ça marche du feu de Dieu. C'est la Gloire de Magloire. Sa renommée dépasse les frontières du village. Le drame, c'est qu'il y croit. Les démons du pouvoir, du fanatisme, pointent leur museau. La farce acide bascule dans un humour noir inquiétant.

Ce qui est difficile à exprimer, c'est l'alchimie particulière de ce film : ironie, lyrisme, charme poétique... sous-tendent une écriture de cinéma-vérité. La caméra respire.

Il sort, comme de bien entendu, sans publicité, aussi la conclusion rituelle s'impose : les conditions de distribution du cinéma d'auteur étant ce qu'elles sont, il faut aller le voir tout de suite, si on veut pouvoir le voir ensuite. ♦

MICHÈLE ROLLIN

N. B. : sortie depuis le 14 décembre au plan national. A Paris, projection à *Images d'ailleurs*, 21, rue de la Clef, 5^e arrondissement. Pour tout contact : 42.51.85.55.

LES CORRESPONDANTS DE GUERRE DANS L'EX-YOUGOSLAVIE

« Veillée d'Armes » de Marcel Ophuls

Il y a des films qui rendent intelligents : Chomsky, les médias et les illusions nécessaires était de ceux-là. *Veillée d'Armes* de Marcel Ophuls en est aussi. Documentaire long, mais jamais ennuyeux, aéré et léger comme du champagne, car Ophuls fait alterner les entretiens avec ses compagnons et compagnes d'armes, les reporters-photographes et correspondants de guerre avec des extraits de films. Ces passages filmés ont toujours un rapport très fort avec le sujet, posent des questions sur la représentation, sur l'image, sur notre société du spectacle (un coup de chapeau à Guy Debord) et apportent le glamour dont cette sale guerre en Bosnie est totalement dépourvue.

Quand Marcel Ophuls veut savoir comment un journaliste passe ses soirées d'attente à Sarajevo, il interroge une « spécialiste » (ce sont ses propres termes), une call-girl, nue comme un ver. Scandale ? Provocation ? Le scandale, c'est cette guerre. C'est aussi que le réalisateur du *Chagrin et de la Pitié* n'a plus qu'un seul et dernier employeur : la BBC. Seule la BBC finance encore ses films. Quand il démarre son projet, il n'a pas un sou. Pendant la

guerre du Golfe, il voulait déjà faire un film sur les correspondants de guerre. Aucun producteur n'en a voulu. Cette fois-ci, il part quand même, emmène une caméra super 8 et son caméraman. Ophuls se démarque des « visites » officielles de Sarajevo. Il prend le train à la gare de l'Est : l'Orient-Express, ce train à l'aura incontestée, voie royale pour découvrir les Balkans en passant par Venise. Premier insert, extrait du film *De Mayerling à Sarajevo*, réalisé en 1940 par Max Ophuls, le père de Marcel Ophuls. Ainsi commence cette alternance entre le réel, Ophuls dans le train discutant avec le contrôleur, et la fiction : le film de son père raconte l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand. Rappel de mémoire : l'Europe allait vivre avec la Première Guerre mondiale une des guerres des plus meurtrières de son histoire. Est-ce nostalgique ? Plutôt la rage qu'il n'y ait point de brigades internationales. Un film de montage qui n'a pas froid aux yeux. Séquence choquante où l'entretien avec un acteur de Sarajevo aux deux jambes amputées est suivi par l'extrait d'un film où James Cagney danse des claquettes. L'acteur avait dit qu'il allait résister

et combattre. James Cagney, aussi, était un acteur résistant. Il a fui l'Allemagne nazie comme la famille Ophuls. « Ma monteuse pleurait à chaudes larmes sur cette séquence », confie Ophuls. C'est ce qui l'a décidé de la garder sous cette forme provocante.

Un reporter-photographe raconte un retour du Viêt-Nam, du Cambodge. Il a été blessé, il a plusieurs plâtres... il est très bronzé, aussi. « Vous venez d'où ? », demande le chauffeur de taxi. « De Saïgon », répond le photographe. « Je ne connais pas cette station de sport d'hiver », dit le chauffeur de taxi.

Veillée d'Armes comporte deux parties. Ayant trouvé de l'argent et un producteur français, Tarnier, Marcel Ophuls repart à Sarajevo tourner sa troisième partie. Il voudrait aussi « entendre siffler une balle, une vraie... ». Ce cynisme apparent n'est qu'une surface trompeuse. Le film à pistes multiples recèle des richesses, faites de témoignages, d'observations et de réflexions peu ordinaires. La caméra est une arme, la connaissance du cinéma aussi. ♦

HEIKE HURST
(« FONDU AU NOIR »)

CALENDRIER « ITINÉRAIRE » 1995

A l'occasion de la sortie du n° 12 d'*Itinéraire*, consacré à Henry Poulaille et à la littérature prolétarienne, la revue vient de publier un calendrier pour l'année 1995 sur le même thème. Présenté sur 4 pages 21x29,7, en deux couleurs, son prix est de 20 F (+ 6,70 F de port).

En vente à la librairie du Monde Libertaire ou à *Itinéraire*, 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.

Que faisait Saddam Hussein dans le sud de l'Irak ?

(suite de la « une »)

afflux massif de déserteurs. Peu à peu, les groupes s'organisent dans la résistance au régime : des trains, des dépôts de munitions, des convois militaires sont attaqués. Le nombre de déserteurs est estimé à 20/30 000 en 1983.

Il est rare qu'une guerre ne soit pas suivie d'une insurrection populaire. 1918 est à ce titre une date exemplaire, mais 1945 aussi dans une moindre mesure. La défaite de l'Irak, en 1991, ne fait pas exception. A peine la guerre terminée, l'insurrection a éclaté, encouragée d'ailleurs par l'apprenti-sorcier Bush, qui n'avait sans doute pas pris toute la mesure des choses. Son intensité et sa vitesse de propagation ont été surprenantes. Sa répression a été discrète, étouffée, car vainqueur et vaincu avaient intérêt à ce qu'elle passe inaperçue. On se souvient de ces images horribles montrant des kilomètres de route encombrée de fuyards quittant le Koweït et remontant vers le nord, calcinés par les bombes à aérosol lancées par les avions américains. On peut dire que Bush a rendu un immense service au dictateur de Bagdad en exterminant cette longue cohorte de fuyards, dont une bonne partie allait grossir les rangs des déserteurs regroupés dans les marais ou ceux des insurgés dans les villes du sud. Leur retraite coupée, les fuyards furent complaisamment jetés dans les griffes de la garde républicaine, qu'on avait pris soin de laisser intacte. Les Etats-Unis ne voulaient pas détruire l'armée irakienne, ils voulaient seulement l'affaiblir. Ils ont arrêté la guerre à temps pour laisser à l'Irak un potentiel militaire suffisant pour faire face à la police intérieure du régime. La fin de l'Irak en tant qu'Etat aurait pu conduire à la remise en cause des frontières actuelles du Koweït, de la Turquie et de l'Arabie Saoudite, de la Syrie, de la Jordanie. Rappelons qu'il y a en Arabie Saoudite une minorité

d'un million de chiites (sur une population de 14 millions) qui vivent dans la province orientale du royaume, celle-là même où se trouve l'essentiel du pétrole.

On peut s'étonner qu'une armée défaite ait pu faire face à deux fronts insurrectionnels, l'un au nord et l'autre au sud. Plusieurs éléments permettent de l'expliquer : l'armée n'était pas si défaite que cela. Il y avait en réalité une volonté délibérée de la coalition onusienne de ne pas détruire l'armée irakienne. Les troupes qui ont été écrasées par la coalition étaient constituées d'éléments hétéroclites, peu aguerris, de jeunes conscrits, voire de travailleurs immigrés (notamment égyptiens) enrôlés de force. Dès août 1990, le pouvoir avait nettoyé les prisons : ceux qui étaient politiquement les plus dangereux étaient massacrés — une pratique qui était courante pendant la guerre contre l'Iran —, les autres, droits communs ou déserteurs, amnistiés et envoyés au front. Le noyau dur de l'armée — la garde républicaine — était en retrait et n'a pas été touché. En retrait, c'est-à-dire à la fois en réserve, mais surtout, comme la gendarmerie française en 14-18, pour tirer sur ceux qui quittaient le front. La victoire contre l'Irak a été une victoire conjointe de la dictature baasiste et de l'impérialisme occidental contre les masses populaires irakiennes.

Au nord, les guerrillas kurdes, c'est-à-dire les forces armées des partis nationalistes kurdes, se sont elles-mêmes chargées de mater l'insurrection populaire, libérant des

« On peut s'étonner qu'une armée défaite ait pu faire face à deux fronts insurrectionnels »

troupes qui ont servi à réprimer le soulèvement au sud.

La banlieue de Bagdad — les quartiers de Kazmya, Shouala, Thaoura — a été secouée, le 2 mars, puis de nouveau le 13 mars, mais le centre du pouvoir est trop proche : la répression est instantanée. Les Iraniens signalent de nouveau une violente répression à Bagdad le 23. A Bassora, la révolte éclate le 3 et le 4 mars, chez les jeunes susceptibles d'être enrôlés, rejoints ensuite par les nombreux déserteurs. Rapidement, en deux jours, la répression reprend les choses en main. Najaf et Karbala suivent. L'aviation irakienne décolle avec la permission de la coalition pour bombarder les insurgés au napalm, au phosphore. Les hélicoptères, qui n'ont jamais décollé pendant la guerre,

« pacifient » Bassora, où les combats semblent cesser le 17. Des flambées de révolte continueront d'éclater un peu partout pendant le mois d'avril, sporadiquement et de plus en plus faibles, mais dès le 16 mars, Saddam Hussein avait gagné la partie et se montre à la télévision.

Le projet de l'administration américaine était simplement de remplacer un dictateur par un autre homme plus conforme ; Bush avait explicitement invité le parti Baas à évincer Saddam Hussein. La tournure prise par les événements a contraint l'appareil d'Etat baasiste à serrer les rangs devant la nécessité de casser le mouvement populaire. Il était commode de présenter le soulèvement comme un mouvement d'inspiration religieuse. La région de Bassora, fortement marquée par le militantisme stalinien et le nationalisme arabe, et qui fut le centre de l'insurrection au sud, est une région où la fréquentation des mosquées est très faible. La destruction de l'armée irakienne et l'occupation du pays par la coalition aurait impliqué que cette dernière se charge aussi de la répression du soulèvement, éventuellement inacceptable vis-à-vis de l'opinion américaine et internationale. Il était bien plus commode de laisser Saddam Hussein se charger du travail. Le massacre des fuyards, par la coalition, sur la route de Bassora, n'a servi qu'à protéger l'Etat irakien de l'afflux vers le nord d'hommes armés qui pouvaient rejoindre la rébellion.

Aucun soldat allié ne fut tué lors de l'offensive terrestre chargée de « libérer » le Koweït, alors que la « quatrième armée du monde » était censée occuper le terrain. Peu nombreux sont ceux qui se sont interrogés sur cette bizarrerie. C'est qu'il s'est agi là d'une des plus formidables désertions de masse de l'histoire. La guerre se termina moins par la victoire de la coalition (ne soyons pas hypocrites : des Etats-Unis) que par le refus de se battre des masses populaires irakiennes, qu'elles soient embrigadées dans l'armée ou dans le civil. De mai à décembre 1990, d'innombrables grèves paralysèrent l'économie, dans tous les secteurs, à Mossoul, à Bagdad, Arbil, Tikrit, Souleymania, Bassora, Kirkouk. Elles sont dirigées contre l'austérité, les jours de travail non payés pour la patrie, le rationnement, les retards dans le paiement des salaires, les baisses de salaires et l'augmentation des journées de travail. Dès janvier 1991, d'innombrables déserteurs se sont réfugiés à Bassora, à Amara, à Nassiria, non sans quelque dommage pour les locaux du gouvernement et les responsables du Baas et de la police secrète, dont des centaines seront exécutés. Les prisonniers sont

libérés, c'est une véritable période pré-révolutionnaire, et si les médias ont occulté les faits, la bourgeoisie, locale et internationale, a parfaitement diagnostiqué la situation. La guerre entre Etats se transforme en guerre de classes, il est temps par conséquent de mettre en place une union sacrée contre les gueux. Le Dawla, une organisation islamiste qui, parlant des rebelles du sud, les traitait de « foule sans principes, d'anarchistes, d'athées et de saboteurs buvant du whisky et faisant l'amour dans les lieux saints », prend contact avec les Américains et les Saoudiens, deux catégories de

la frontière koweïtienne n'a pas même été contestée, bien qu'il y ait eu le précédent des photos satellites truquées par les services américains pour convaincre le roi d'Arabie saoudite d'accepter les troupes onusiennes sur son territoire. Personne n'a même contesté — une fois acceptée l'hypothèse de la présence effective de troupes dans le sud de l'Irak — qu'elles étaient là pour menacer le Koweït. Le quotidien *Libération* du 12 octobre est caractéristique de cette situation par la place respectueuse qu'il accorde à deux informations : presque deux pages dans lesquelles se trouvent un article intitulé « Washington confirme un début de retrait », et un autre « Parade koweïtienne face à l'ennemi introuvable » (sic), et, dans un coin, un minuscule entrefilet où il est dit ceci : « L'armée irakienne a lancé des attaques en série contre des villages chiites du sud de l'Irak, selon l'opposition chiite à Téhéran. Plusieurs villages chiites de la région d'Al-Amarah ont été détruits lors de ces attaques auxquelles ont participé des unités de la Garde républicaine ».

Maintenant, on sait ce que faisaient les troupes irakiennes dans le sud du pays !

RENÉ BERTHIER
(extrait des Cahiers du groupe Février)

(1) « Moudjahiddin » au pluriel et « moudjahid » au singulier.

Pour plus d'information :

- Rebelle, BP 35, 68750 Bergheim.
- Bibliothèque des émeutes c/o Belles émotions, 17, rue Milton, 75009 Paris.
- Worker's Scud, Box 15, 138 Kingsland High Road, London, E8 2NS.
- Wild Cat, BM Cat, London, WC1N 3XX, Grande-Bretagne.
- BM Blob, London, WC1N 3XX, Grande-Bretagne.
- GCI, BP 54, 1060 Bruxelles, Belgique (sans mention du groupe).
- CDL, CP 5209, succ. C, Montréal, Québec H2X 3N2, Canada.

SOMMAIRE

Page 1 : Yougoslavie : halte au jeu de massacre ! (suite p. 5), Que faisait Saddam Hussein dans le sud de l'Irak (suite p. 8).
Page 2 : Dernier lever de rideau pour Guy Debord.
Page 3 : Les intégristes mordent la poussière, Paris : la police n'aime pas les pralines, Somport (vallée d'Aspe) : Journée nationale d'action le 17 décembre.
Page 4 : Le voile : oui, mais..., Racisme et foulard islamique, Manifestation contre le projet

d'implantation d'une poubelle nucléaire.
Page 5 : Yougoslavie : halte au jeu de massacre, Parutions, Rendez-vous.
Page 6 : Sécurité : rappel de quelques consignes (première partie), Associations.
Page 7 : Ciné sélection : « Au Nom du Christ » et « Veillée d'Armes », « Mourir à Madrid » pour des tricheurs, A la petite semaine : Angoisse...
Page 8 : Que faisait Saddam Hussein dans le sud de l'Irak (suite de la « une »).

12 CARTES POSTALES
« ITINÉRAIRE »
(en noir et blanc)
4 relatives aux écrivains prolétariens
2 représentent Emma Goldman
2 Pierre-Joseph Proudhon
1 Voline, Makhno, Durruti
et Domela Nieuwenhuis
3 F l'unité
(prévoir 15% de frais de port, avec un minimum de 2,80 F)
A commander à : « Itinéraire »
1 bis, rue Emille, 77500 Chelles
(en vente également à la Librairie du Monde Libertaire)